

Le Huchoèr

N°9

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €



*Bertaèyn o Delivr
e Libertaèrr !*



Bretagne Libre et Libertaire !

Miz Gwengolo 2003.

Tud zo a lavar e vo reuz en distro skol, met setu, ne vo ket ar wech kentañ e klevomp kement-se. Ne fell ket din magañ ma soñjoù du dirak an holl, met, boas eo ar vroidi c'hall distreiñ buan d'ar ger, sioulig goude bezañ manifestet war an ton bras.


N'ho peus ket soñj eus maread an dilenadegoù ? Goude an dro gentañ, ken tost e oa an dispac'h hervezo ! Pezh 'zo, arabat disoñjal pouezh an demokratouriezh gall evit treuzfurmiñ pep broad en ur sitoien a feson... ha setu anezho mezhus da vezañ votet evit an hini a blije dezho !

Koulskoude n'haller ket lavarout n'eo ket aze pep aozenn an dispac'h... Pep tachenn sokial gounezet a ya da get, flied e pep korn ar vro (memestra evit an dud dila-bour), ur MEDEF ken dichek a-viskoaz, hag ar brizonidi bolitikel o vreinañ atav, du-hont 'ba Pariz, hep disoñjal ar mediaoù o c'hortoz o urzhioù a-berzh ar gouarnamant....

Komz a raimp neuze, dre an Huchoèr, eus an disurzh sokial-mañ : taolioù bazh, penna-doù-kaoz, tresadennoù nevez... setu distro-skol skipailh ho kazetenn muiañ karet. Ha bec'h dezhi !

Ma fell deoc'h kemer perzh, en ur skrivañ pennadoù skrid da skouer, n'ankouait ket : digor eo ar gazetenn deoc'h. Ho pediñ a reomp d'en ober zoken ! Ha sklaeroc'h c'hoazh e komzin ! Deuit er CBIL... biken ne vimp re evit diskar ar vourc'hi-zien hag o vignoned ! Asembles e vimp trec'h evit sevel Breizh dieub en ur bed diveliet !

FabrIs IskIs

	P4 : De l'oppression culturelle : exotisme et réalité
	P6 : Nous sommes absents, messieurs !
	P7 : Coup de gueule, Vieilles Charrues et guérilla.
	P8 : Déclaration des « 4 de Quévert »
	P10 : Anarchistes pour l'indépendance ou indépendantistes libertaires?
	P11 : RMA... nous y voilà.
	P12 : La CBIL invitée aux Pinksterlanddagen
	P13 : Témoignage sur le mouvement des intermittents
	P14 : Contre la démokrate : démocratie directe !
	P16 : Contre le frontisme et les compromis
P18 : Halte à la spéculation	
P19 : Petra nevez? Qei de noveü ?	

Le Huchoèr (le porte-voix en gallo) est le journal trimestriel de la Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

Contact : le_huchoer@hotmail.com

Le Huchoèr c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

Ont participé à ce numéro : FabrIs IskIs , Per-Ewan, OLC, Guillaume, MAD, Maiwenn, CORBO, Erik, Nikola Kebarzh, Robert Dizober





Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes.

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux. En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires.

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'Etat, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus. Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

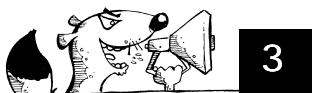
Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploiters. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire



De l'oppression culturelle : exotisme et réalité

Bien souvent, l'oppression culturelle en Bretagne est minimisée, voire chichement ignorée. Au pire, on parle d'affabulation, au mieux on nous oppose à cette oppression d'autres oppressions censées nous montrer à quel point nous devrions avoir honte de nous sentir opprimés. C'est un petit jeu bien connu, et tout militantE en a un jour fait les frais.

Mon propos est donc ici de démontrer au contraire donc, à quel point les minorités nationales en France, pays auto-proclamé champion des droits de l'homme, sont dans une situation juridique ou législative bien moins enviable

que d'autres minorités auxquelles pourtant on tente de nous opposer. Les idées préconçues des françaisEs vis à vis de nos velléités d'émancipation perdraient tout leur poids si ils/elles consentaient à se débarrasser de leurs œillères ethno-centristes pour enfin regarder de plus près le monde, en évitant le plus possible ce prisme réducteur qu'est la télévision. Car, n'est-elle pas à notre époque, avec l'éducation « nationale » le vecteur référentiel homogénéisant par excellence ?

Avant de commencer ce petit tour d'horizon, je tiens à préciser qu'il est loin d'être exhaustif, et qu'il se bornera à quelques textes officiels, ce qui veut bien entendu dire qu'ils peuvent très bien ne pas être appliqués ou bien l'être d'une manière peu satisfaisante pour les minorités directement concernées. Ce n'est pas non plus une manière de dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes pour ces peuples, car nous tomberions alors dans le même piège qui nous est tendu (de quoi vous plaignez-vous puisque...).

Ceci n'a pour but que de prouver qu'au contraire, si malgré de sérieux textes de lois, ces droits sont encore fragiles, notre combat à nous bretons, occitans, catalans, basques... ne s'en trouve que plus renforcé puisqu'en effet, il n'existe pour nos peuples, au contraire de tous les groupes ethniques cités ci-dessous, NI texte de loi, NI reconnaissance de nos peuples.

Pour commencer ce rapide tour d'horizon voici la Norvège, où l'article 110-a, ratifié par le



parlement en 1988 stipule à l'adresse des Saamis (généralement nommé du terme peu flatteur « lapon ») : « il incombe aux autorités de l'Etat de créer des conditions permettant au groupe ethnique saami de préserver et développer sa langue, sa culture, son mode de vie ». La Suède quant à elle, dans sa constitution de 75 précise qu'« il faut accroître les moyens des groupes ethniques, linguistiques, de préserver et de développer leurs traditions culturelles et leur vie communautaire ». Il est à noter qu'un peu plus loin, cette même constitution établie qu'« en vertu des nouvelles dispositions, les communautés qui se composent principalement d'immigrants peuvent bénéficier d'un traitement plus favorable que les autres communautés indépendantes du pays », ce qui contredit les plus acharnés des jacobins tentant de faire passer l'émancipation des minorités nationales en un vulgaire repli culturel.

En Finlande, les Saamis bénéficient du « Saami langage act », promulgué en 92 et qui renforce des dispositions favorables à la culture saami : reconnaissance

officielle de la langue, consolidation de celle-ci dans les écoles et la fonction publique, signes bilingues sur l'ensemble du territoire...

Outre Atlantique, lorsque des bretons demandèrent des comptes à un éminent général, alors que ce dernier lança son fameux « Vive le Québec libre ! », Il leur répondit non sans cynisme : « mais qui vous empêche, vous, de parler français » ? A y regarder de plus près, si les Bretons ne disposaient que du 10e de ce dont bénéficient les Québécois, nous pourrions parler de véritable révolution !

Pour commencer, le français est reconnu langue officielle au Canada (le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada ; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions au parlement et du gouvernement du Canada – article 16 de la charte canadienne des droits

et des libertés)

L'article 17 quant à lui affirme que : 1. Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et les travaux du parlement.

A noter que l'article 18 stipule que les lois, archives, comptes rendu et procès verbaux du parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais.

Mais les lois ne concernent pas uniquement le parlement puisque le droit à l'instruction est assuré dans la langue de son choix.

Il ne faudrait pas non plus oublier qu'en 1999 a été créé un nouveau territoire autonome, le Nunavut, et ceci au profit des Inuits. La constitution canadienne, dans son article 35 confirme que « 1. Les droits existants et ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones du Canada sont reconnus et confirmés. 2. Dans la présente loi, par « peuple autochtone du Canada » on entend notamment les Indiens, les Inuits et les métis du Canada. Parmi les peuples autochtones, nous pouvons citer les Crees, les Innus (ou Montagnais), les Cas-

(Suite page 5)



(Suite de la page 4)

tors, les Dènès, les Algonquins (appelés aussi Weskarinis), les Hurons, les Mohawks, les Ojibwas, les Ottawas, les Arapahos. Actuellement, ces communautés sont traversées par des mouvements d'autonomie politique à vocation territoriale. »

C'est ainsi que s'appuyant sur la constitution de 1982, des territoires furent restitués aux indiens, notamment aux Gwich'in, aux Denes et aux Inuits.

Restons donc parmi les Indiens. Nous pouvons cyniquement remarquer que même au Mexique, la loi sur l'éducation de 1993 précise que « la nation doit assurer, moyennant l'enseignement de la langue nationale, une langue commune à tous les Mexicains, sans mettre en cause l'usage des langues autochtones ». Pareille revendication en Bretagne fait bondir FO, FCPE et divers autres tarés nationalistes jacobins, trop nombreux malheureusement pour les citer tous.

Et ce n'est certainement pas la constitution française qui à l'instar de celle du Guatemala stipule que le pays « est formé de différents groupes ethniques [...] » et « reconnaît, respecte et encourage leurs formes d'existence, coutumes traditions, formes d'organisation sociales, l'usage des vêtements indigènes chez les hommes et les femmes, les langues et dialectes ».

Et si une dizaine de langues minoritaires font peur aux monoglots français, et plus encore aux gouvernants prenant le prétexte d'un fouillis linguistique pour préférer le statu quo, Victor-Hugo Cardenas, alors vice-président de la République bolivienne, instaura l'enseignement dans les langues maternelles (pourtant une trentaine sur le sol bolivien).

Au Pérou, tous les Péruviens ont le droit d'utiliser leur propre langue devant les autorités compétentes par l'intermédiaire d'interprètes, ce qui ferait plaisir à bon nombre de nos compatriotes à qui l'on refuse le droit de parler leur langue devant le tribunal.

Il est intéressant de voir le nombre impressionnant d'Etats (même non appelés démocratiques) qui reconnaissent comme officielles les langues des ethnies minoritaires vivant sur « leur » sol, alors que la France n'ose même pas ajouter dans sa constitution un timide : « dans le respect des langues régionales » tout juste après « le français est la langue officielle ». Imaginez donc à quel niveau de nationalisme étriqué nous avons à



faire.

Mexique, Guatemala, Bolivie, Pérou, Equateur, Paraguay, Espagne, Italie, Suisse, Grande Bretagne, Pays-bas, Autriche, Norvège, Suède, Finlande, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Croatie, Albanie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Cameroun, Benin, République du Congo, Afrique du Sud (onze langues officielles), Ile Maurice, Inde, Sri Lanka, Chine, etc., etc.... conçoivent tous de faire figurer les langues minoritaires, ou le respect des minorités nationales dans leur constitution (ce qui évidemment n'oblige en rien ces dits Etats à œuvrer positivement en matière de linguistique ou de droit culturel).

Nous pourrions ainsi continuer d'égrèner à loisir le nombre de dispositions légales ou juridiques garantissant à certains autochtones ou minorités de ce monde des droits auxquels basques, occitans, bretons... n'oseraient même pas imaginer dans le cadre monopolistique hexagonal dominé par une culture. Car nous oublions assez vite que c'est une prépondérance culturelle qui se cache derrière un cadre politique garantissant soit disant l'égalité à tous ses citoyens sans notion d'origine. Pourtant, que je sache, la

culture française n'est pas neutre. Derrière cette culture dominante, on oppose et impose une histoire, une littérature et des références qui ne sont pas les notre.

Il résulte donc que nous ne trouvons nulle part trace de nos existences sous le fallacieux prétexte de construction politique. Nous n'avons donc de réalité dans aucun texte officiel. Le Pays Basque, l'Occitanie, la Catalogne, n'existent que parce que des gens s'en revendiquent. La Bretagne déjà amputée, est vouée à devenir : « grand-ouest ». Et puisque nos minorités, je le répète, ne bénéficient d'aucune reconnaissance, ni d'aucune mention, rayer notre nom des cartes signifie nous enterrer purement et simplement sans aucune autre forme de procès.

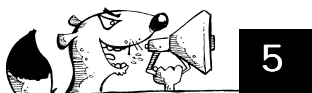
La France ainsi termine glorieusement sa falsification de l'histoire. Voici donc des siècles d'histoire jetés à la poubelle par un simple tour de passe passe technocratique. Ethnocide terminé ! On n'en parle plus !

Vous n'êtes pas choquéé ? Envisagez ne serait-ce que cinq minutes le même avenir à n'importe quelle minorité plus en vogue de ce monde. En quoi cette monstruosité culturelle et historique serait plus acceptable pour nous ? Car à la différence des peuples indiens Gwich'in et Denes par exemple, nous ne pouvons pas nous appuyer sur des textes pour faire valoir le moindre droit quant à la sauvegarde de nos cultures. A l'instar des Inuits du Nunavut, aucune règle n'oblige à respecter voire développer, ce que l'Etat français s'ingénie depuis des siècles, avec de plus en plus de raffinement et de discrétion à détruire.

Pour une fois nous pouvons cyniquement inverser le raisonnement « Oui mais c'est pire ailleurs », car pour une fois ici, c'est pire que certains ailleurs !

FabrIs IskIs

BREIZH E DU
Lec'hienn dispac'hel e brezhoneg
<http://www.chez.com/duzodu>

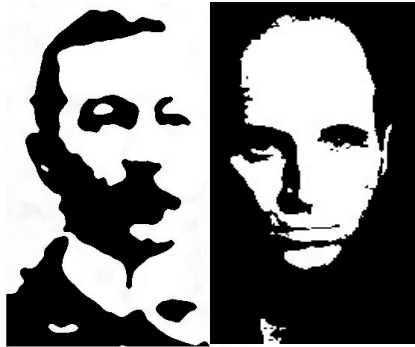


Nous sommes absents, Messieurs !

Il se trouve que par étonnant hasard (que je me plais à souligner ici) l'année 2003 soit à la fois celle de la consécration du socialiste libertaire breton Émile Masson et du non moins libertaire Léo Ferré.

Ainsi donc, on se décide soudainement en Bretagne à sortir Émile Masson de l'oubli dans lequel il est confiné depuis des décennies. A l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la mort de cet écrivain, philosophe ET militant politique hors norme, la mairie de Pontivy organise un colloque les 26 et 27 septembre prochain. Ce colloque réunira des universitaires de Bretagne mais aussi d'Allemagne, du Pays de Galles, des Etats-Unis, de Chine et du Japon. Rien moins que cela ! Et de quoi ces messieurs-dames vont-ils s'entretenir entre deux petits fours ? Pour se faire une idée voici quelques sujets d'études : *Émile Masson et le message de Shakespeare pour le XX^{ème} siècle*, *L'expérience de l'éternité : Émile Masson et Spinoza*, *Lire Goethe pendant la guerre* par exemple... Il est intéressant de remarquer à quel point la pensée politique de Masson et son parcours très spécifique semble absents des préoccupations toutes littéraires de ces érudits-charognards. Bien sûr, Fanch Broudig viendra nous entretenir sur la revue Brug (*Les thèses de Brug, une revue libertaire en langue bretonne à la veille de la première guerre mondiale*), bien sûr il sera tout de même un peu question de l'engagement du bonhomme (*Du côté des instituteurs syndicalistes révolutionnaires*)... mais l'immense majorité des interventions sera consacrée au blabla masturbatoire de ces intellectuel-le-s sorti-e-s du formol. Masson qui, bien que lettré, était un homme de terrain et d'expérience, se reconnaîtrait sans doute bien peu dans cet hommage fadasse. Mais, me direz-vous, comment pourrait t-il en être autrement quand un tel

« évènement » est pris en charge par une municipalité et confié à des universitaires ? Il est en effet évident que le Masson auquel nous nous référons en tant qu'anarcho-indépendantistes est certainement moins policé ... et nettement plus polisson ! Car le parcours de cet homme est dérangeant à plus d'un titre et pour plus d'une chapelle. Comment en effet cerner ce militant clairement anarchiste et membre du comité de rédaction de Breizh Dishual, l'organe de presse du Parti National Breton de 1911 ? Ce qui apparaît à certains comme étant une incompatibilité idéologique voire un non sens total, m'apparaît beaucoup plus comme étant un modèle de non dogmatisme



étonnant (détonnant ?) pour l'époque et comme étant la première tentative connue de concilier tant bien que mal l'idéal libertaire au fait national breton. Bien sûr, l'homme a certainement ses failles (qui n'en a pas ?) mais ses « tâtonnements » idéologiques peuvent être considérés comme étant, en quelques sortes, les prémices d'un courant libertaire breton qui n'a cessé de perdurer jusqu'à aujourd'hui. En cela, Émile Masson demeure un personnage moderne auquel il n'est pas incongru de se référer. Certains se contenteront du Masson philosophe, écrivain, mystique, mais le Masson militant politique a également apporté sa contribution non négligeable à la Bretagne. Loin des réceptions officielles et des pitreries de Yann Fanch Kemener, je lui tire mon chapeau en camarade. Le combat continue !

Ceux qui se font du

beurre sur le dos des morts ont encore de beaux jours devant eux. Le 10^{ème} anniversaire de la mort de Léo Ferré, nous en apporte un exemple supplémentaire. Celui qu'il n'est certainement pas exagéré de considérer comme étant l'un des plus grands poètes du 20^{ème} siècle a dû se retourner plusieurs fois dans sa tombe aux alentours du 14 juillet. Alors que Léo passait des jours paisibles dans sa dernière résidence, méconnu des masses (seul dans son froc comme il aurait dit), les rois de la pensée commune ont décidé de le jeter en pâte sous les spots lights pisseux des mass-médiocres. Ainsi donc, d'émissions radio en émissions télé, de sorties livresques en pressages de Cédé, les charognards ont revêtu Léo de paillettes couleur fric pour l'exhiber sur les plateaux de Dame Conso. Soudain, par on ne sait quel miracle l'Hexagone n'était plus que louanges et mièvreries opportunistes pour rendre hommage à ce « grand de la chanson française ». Sauf que, sauf que... là encore, celui qui a poussé le vice jusqu'à clamser un 14 juillet aurait certainement dit son mot dans l'histoire...s'il pouvait encore le faire ! Et, quelque chose me dit que ses mots n'auraient pas été particulièrement tendres face à ce carnaval hypocrite de reconnaissances posthumes ! Ferré qui n'avait pas la langue dans sa poche et qui crachait volontiers son fiel sur ces putes médiatiques. Ferré qui vivait comme un loup et se méfiait de la foule mais qui fréquentait l'amicale des grandes gueules au cœurs tendres, dont des bretons comme René Lochu ou le tonitruant Glenmor. Ferré, l'anarchiste et auteur d'une chanson intitulée *FLB*. Ferré, enfin, qui avertit :

« Quand on est seul et armé on
n'est plus seul
Quand on est seul et désarmé on
fait une demande pour être CRS »

Mister Amzer Du

Coup de gueule, Vieilles Charrues et guérilla.

Certes le titre de cet article aurait put être plus court mais il m'aurait fallu écrire au moins deux articles différents sur deux sujets qui dans mon esprit ne sont pas forcément sans lien. Et puis, je suis d'une fainéantise telle qu'un article fourre-tout m'épuisera moins que deux articles séparés. Certains disent : « Sauter du coq à l'âne » et bien moi je vais bondir du conflit des intermittents du spectacle à la rave-party du Faouët en écrasant allègrement aux passages les journalistes, les vieilles charrues, Mme Allaire la nouvelle préfète du Morbihan, les flics et leurs grenades à effet de souffle, le forum social démocrate et tout ce qui passe à ma portée, en réalisant l'exploit de condenser toute ma mauvaise humeur dans les quelques lignes qui suivent...

Commençons dans l'ordre chronologique des événements, c'est à dire par le forum social démocrate local. Je m'attendais à un (très) mini-Porto-Alegre mais tout ce que j'en ai vu c'est une (encore plus) mini kermesse de village avec la gaieté et la joie toute naturelle d'un enterrement pluvieux. On se serait cru à la fête du Parti Socialiste au lendemain du 21 avril. Quelques nationalistes français, bien jacobins, sans doute un peu perdu par l'affichage bilingue ; un joli « Libérez José Bové », signale qu'enfin y'a des gens qui s'aperçoivent qu'il y a des prisonniers politiques détenus par l'État Français ; et bien sur les activistes de choc d'Attac %, toujours sur la brèche. Sans hésitation, j'ai préféré me rendre au ras-

semblement pour les prisonniers politiques bretons. On y était presque aussi nombreux et en plus ça sert toujours d'essayer de remuer les consciences.

Pendant ce temps, malgré la désolation, toute économique, de conseillers régionaux, de directeurs de festivals et de ministres en tous genre, les intermittents en lutte faisait tomber les flambeaux de la « culture française », renversant tout les festivals les uns après les autres. Mais les voilà en Carhaisie... Question théâtre, les carhaisiens savent jouer sur les deux tableaux et réussissent le challenge

dire à des ouvriers en grève « en refusant de travailler et en bloquant la production... », drôle de notion du droit de grève. Finalement le festival aura lieu la Carhaisie est contente et moi, ben, je ne suis pas allé aux Vieilles Charrues.

A coté, en parallèle, des jeunes raveurs et des sons tentaient une installation sur le site de la chapelle Sainte-Barbe au Faouët. Mais le dispositif de milliers de Gardes Mobiles, gendarmes, policiers et militaires les avaient vite repéré. La consigne était claire : « pas de raves ! ». Alors, les Bagadoù-Shtroumphs ont sorti les grenades à effets de souffle (mais si souvenez vous : déjà une main de perdue en marge de la manifestation des pêcheurs de Rennes en 1994, une autre lors d'une manifestation de pompiers). Même la préfète a compris : il s'agissait d'une émeute. Ben, là encore, ça n'a pas loupé : une main en moins pour un jeune. On peut être contre les raves même si contrairement à bien des clichés les raveurs sont de plus en plus auto-responsables, en revanche on ne peut accepter les violences policières et la violence étatique. Les journalistes en tout cas en ont bien profité et nous ont rejoué en chœur (Ouest-France et Télégramme) le refrain de l'Insécurité (drogues, jeunes, musiques, alcool, bagarres) : les raveurs sont au moins coupables de s'être fait matraqués !

Voilà, une bien triste image de la Bretagne que cet été 2003 : un forum soc-dem, des bénévoles briseurs de grève, et des matraques....

OLC



de passer de la compassion attristée symbolisée par leur « soutien » aux intermittents à la hargne du CRS quand il s'agit ensuite de bloquer les protestataires et de les refouler hors du site de LEUR festival. Les intermittents OK, mais la Carhaisie et ses Charrues avant tout ! Quand on entend certains dire « en refusant de jouer et en bloquant les festivals vous détruisez votre profession » moi j'imagine le gros patron type MEDEF

Recapitulatif

Deux jours après le vol d'explosifs de Plévin, c'est la première rafle. Une quinzaine de personnes sont placées en garde à vue. 7 sont mises en examen et 5 sont placées en détention ; 3 seront relâchées au bout d'un mois, un an, un an et demi. Alain Solé est toujours incarcéré bien que très malade. Il a déjà subi un triple pontage coronarien durant son incarcération. Tous les experts médicaux estiment son état de santé incompatible avec son incarcération.

Après l'attentat du Mac Do de Quévert qui a fait une victime et dont l'A.R.B. rejette toute responsabilité, une rafle commence. 7 personnes sont placées en garde à vue, quatre sont incarcérées à Paris dont le porte parole d'Emgann. Jean-Pierre Chevènement, à l'Assemblée Nationale, bafoue devant tout le monde la présomption d'innocence, en nommant le porte-parole d'Emgann comme responsable de l'attentat de Quévert, ainsi que les autres personnes incarcérées. Suivront plus de 100 arrestations en Bretagne dont l'ensemble du bureau politique d'Emgann pour aboutir à 6 interpellations dont 2 qui seront libérées 2 mois après.

Aujourd'hui, 6 personnes sont toujours en détention provisoire au mépris du droit européen. Tous les dossiers ont été regroupés en deux : dossier de Plévin, dossier de Quévert.

Déclaration des quatre du dossier de Quévert

Voilà maintenant trois ans, après le dramatique événement de Quévert, que l'Etat français lançait une chasse aux sorcières contre le mouvement breton et particulièrement la Gauche Indépendantiste.

Après des dizaines d'arrestations, de perquisitions, de gardes à vue, six d'entre

nous furent mis en examen et incarcérés, présentés comme les auteurs de cet acte par une classe politique et une presse bien pressée et peu soucieuse de la présomption d'innocence. Deux d'entre nous furent rapidement libérés devant le peu de sérieux des accusations. Trois ans après, que reste-t-il d'une instruction exclusivement menée à charge, plus proche de l'inquisition d'ailleurs ?

Le juge Thiel a renvoyé quatre d'entre nous pour complicité sans le moindre début d'élément, uniquement sur des extrapolations fumeuses qui l'amènent à renvoyer Gaël Rolin devant la cour d'assises spéciale contre l'avis de l'accusation qui a souligné à maintes reprises le manque d'éléments à charge, à renvoyer Kristian Georgeault pour complicité par télépathie et collusion idéologique avec les auteurs non identifiés de ce triste et mystérieux événement à renvoyer Paskal Laizé et Stefan Philippe, qui par ailleurs ont reconnu leur appartenance à l'A. R. B. et leur participation à des actions n'ayant visées que des symboles de l'Etat français en Bretagne, pour complicité alors que les expertises diligentées par le magistrat les mettent hors de cause, le système de mise à feu de Quévert ne correspondant pas à ceux qu'ils utilisaient.

Nous réaffirmons ici, comme nous l'avons fait tout au long de l'instruction, avec force être totalement étrangers à cette action tant dans sa préparation que dans sa réalisation.

Le magistrat instructeur renvoie donc, dans un esprit partisan, quatre innocents devant une cour d'assises spéciale afin de continuer à exploiter lamentablement l'émotion légitime qui a frappé tous les Bretons et nous par là même. Il est triste de voir exploité un tel drame à des fins de basse politique.

Nous ne sommes pas dupes quant à la longueur



(Suite de la page 8)

de nos détentions, elle n'a eu que pour but que d'effrayer les militants du mouvement indépendantiste et notamment la jeunesse ; nous ne dirons pas que cette incarcération est une partie de plaisir, mais cela ne doit pas empêcher chacun de s'engager pour un projet que nous considérons comme légitime.

La construction d'une Bretagne indépendante réunifiée, brito-phone et socialiste composée de femmes et d'hommes libres afin que notre peuple retrouve sa juste place dans le concert des nations .

Il y a eu beaucoup de prisonniers politiques avant nous et nous les saluons e malheureusement il y en aura sans doute après. Nous assumons pleinement notre engagement et uniquement celui ci, que l'Etat français veuille faire de nous des boucs émissaires, cela reste son problème, après trois ans de résistance, de combat et d'insoumission, nous restons debout, dignes et fidèles à nos convictions.

Vive la Bretagne libre et socialiste.

Paskal Laizé, Stefan Philippe, Gaël Roblin,

Kristian Georgeault, prisonniers politiques bretons.

Adresse des prisonniers politiques bretons

Stéphane PHILIPPE
317 768 A D101 Bât. D2
7 avenue des Peupliers
91705 FLEURY-MEROGIS Cedex 14

Jérôme BOUTHIER
N° d'écrou 278896
42 rue de la Santé
75674 PARIS Cedex 14

Gaël ROBLIN
273 196 - D1 / 121
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France

Alain SOLÉ
n° 21135
Maison d'Arrêt de Nanterre
133, avenue de la Commune de Paris
BP 1414
92014 NANTERRE CEDEX

Kristian GEORGEAULT
276 024 - A 333
Maison d'Arrêt - 42, rue de la Santé
75674 Paris cedex 14 - France

Pascal LAIZÉ
274 740 - F 2 / 247
42 rue de La Santé
75674 PARIS Cedex 14 - France

Lundi 11, Août 2003

LA FRANCE DOIT CESSER DE TRAITER INJUSTEMENT LES PRISONNIERS BRETONS

Communiqué de presse de la Ligue Celtique

La Ligue Celtique a écrit aux ambassades de France à Dublin et Londres en insistant pour qu'il soit mis fin à la détention injuste de six Bretons. La semaine dernière, la Ligue Celtique a organisé une manifestation devant les locaux de l'Ambassade de France à Dublin et, mardi dernier, le Délégué de la Ligue, Cathal O Luain, a rencontré des représentants de l'Ambassade pour soutenir la demande de libération des prisonniers. La discussion a été positive, cependant la Ligue tient à souligner que de nouvelles protestations seront organisées si la France n'agit pas pour satisfaire les demandes de meilleur traitement pour les six Bretons.



Le collectif Ralatol anime une émission de radio sur RCR (88,4 Mhz) **Trans-murailles X presss** est diffusée en direct le mercredi de 19h30 à 21h00 et rediffusée le dimanche matin de 9h30 à 11h.



Anarchistes pour l'indépendance ou indépendantistes libertaires?

Point de vue par Nikola Kebarzh

Eu égard aux débats et polémiques que nous suscitons au sein du mouvement anarchiste « traditionnel », de part la place quelque peu originale, ou dirons nous iconoclaste que nous occupons, je pense qu'il nous incombe d'apporter quelques précisions sur nos idées, pour encore une fois, se justifier. Car, semble-t-il, nous jouons sur un terrain politique qui interpelle, qui laisse place à de nombreuses interrogations...

Tout d'abord nous avons toujours affirmé que nous ne voyons aucune ambiguïté entre nos idées anarchistes et l'émancipation politique et culturelle de la Bretagne. Ceci dit nos slogans volontairement accrocheurs et « rentre-dedans », méritent peut-être des explications.

A la différence des autres mouvements anarchistes, avec qui nous partageons bon nombre de points de vue idéologiques comme sur les luttes sociales, l'écologie radicale, la lutte contre la globalisation capitaliste, la mise en place de pratiques autogestionnaires, de démocratie directe... nous ne souhaitons pas nous organiser sur le modèle hexagonal, car nous ne lui reconnaissons pas de légitimité. Après tout ce que l'État a fait subir à nos langues, à notre culture il est hors de question de lui donner une quelconque légitimité. Ainsi nous souhaitons nous auto-organiser au niveau de notre pays, celui qui nous rassemble et qui nous unit dans un sentiment d'appartenance commun, la Bretagne. On dit alors de nous que c'est un réflexe communautariste et que nous voulons placer de nouvelles frontières. Il n'en est rien : ceux qui nous prêtent ces idées en placent bel et bien des frontières car ils nous incluent

de fait dans l'État français, se faisant l'écho de la voix officielle du pouvoir et des médias.

Malgré tout il ne faut pas croire que nous voulons faire d'une différence culturelle un séparatisme politique. Il n'est pas question de réduire la politique au simple fait culturel, ou de faire du culturel un principe politique, mais seulement de dire, à l'heure où la sacro-sainte république est dans la bouche de toutes les tendances politiques, que cette république et la citoyenneté française, malgré les valeurs de bon sens qu'elle prétend défendre, n'est qu'une farce dont nous ne voulons pas être les dinons.

Après avoir usurpé nos droits à parler nos langues, à être ce qu'une population a le droit d'être, c'est à dire libre de ses choix, d'identité notamment, nous devons affirmer que l'État français n'est pas légitime par rapport à ce que nous sommes et devons construire une autre forme de société. C'est la volonté de décider chez nous par nos propres moyens que j'appellerai l'indépendance, et j'en parlerai davantage en terme d'indépendance politique qu'en terme d'indépendance nationale, dans le sens où la seconde version est souvent associée à la création d'un nouvel État. L'indépendance politique de la Bretagne doit se faire dans l'interdépendance avec les autres entités. C'est exactement dans la lignée « penser globalement, agir localement ». Dans le libre choix que nous avons de nous associer les uns avec les autres, je pense que nous devons nous inscrire dans un fédéralisme qui confère à chaque peuple le droit de vivre comme il le veut, de s'auto-déterminer, dans une organisation horizontale, non pas verticale. Il ne s'agit pas de se tourner vers un réflexe nationaliste. Car cette dernière appellation, même si elle est revendiquée par des individus d'extrême-gauche, voire des libertaires, n'est pas du tout appropriée pour moi.

Une des particularités des nationalistes (de gauche comme de droite), est de faire référence au passé, et en l'occurrence à l'unité historique de la Bretagne. Pour moi, l'histoire ne justifie rien : la Bretagne n'a existé en tant que pays indépendant que sous la forme d'une monarchie et son territoire « historique » n'a à mes yeux pas plus de valeur que le territoire français. On ne peut pas nier l'unité historique de la Bretagne mais c'est la volonté des gens qui y habitent maintenant qui importe. Ce que je veux dire, c'est que les raisons pour lesquelles nous luttons ne requièrent pas le nationalisme. Il faut connaître l'histoire pour contrer la désinformation officielle de propagande politique et idéologique qui fait de nous des Français-e-s, mais éviter l'appellation « nationalistes », qui est d'autant plus mal orientée politiquement. Personnellement je citerais la maxime : « savoir d'où tu viens pour savoir où tu vas » ; elle me paraît appropriée pour comprendre notre vision unique du monde, et notre refus de la globalisation capitaliste sous toutes ses formes (Mac Do, OGM,...). C'est en cela que l'idée d'indépendance que nous véhiculons est pour moi une idée d'autogestion au niveau local. Une possibilité de nous émanciper de l'État à travers ce que représente notre minorité : lutte contre l'ethnocentrisme, contre le nucléaire, dans les luttes sociales... Car nous savons pertinemment que l'indépendance dite nationale n'a jamais libéré économiquement et socialement les populations.

Effectivement les volontés d'indépendance ont plusieurs facettes ; la nôtre, dans ma vision des choses (car il faut dire, j'ai toujours été réticent à l'utilisation de ce terme) s'intègre dans l'idéal anarchiste, à travers la libre association des personnes (des travailleurs diront certains) dans une organisation fédéraliste. Dans ce cadre-là, nous voulons être libre de

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

nous accorder avec qui nous voulons, mais certainement pas avec le système politique représentatif français.

Alors sommes-nous des anarchistes pour l'indépendance ou indépendantistes libertaires ? Pour moi, à la différence de l'anarchisme, l'indépendantisme ne représente pas une idéologie libertaire et égalitaire de fait. Mais paradoxalement nous sommes indépendantistes dans le sens où existe une dépendance de chaque partie du territoire français par rapport à Paris, dans les prises de décisions. Nous ne voulons plus de cette dépendance, mais décider chez nous, que nous parlons français, basque, alsacien, corse, arabe... Nous voulons mettre en pratique les principes de démocratie directe et d'auto-gestion que nous avons dans notre organisation pour prendre des décisions. La Bretagne est pour moi le terrain de mise en application de ces pratiques dans le sens où elle constitue une entité où nous avons sentiment d'appartenance commun et qu'elle est le terrain de nombreuses luttes d'émancipation.

Je pense que l'appartenance que nous avons à la Bretagne ne doit pas supplanter les idéaux libertaires que nous avons. Nous devons avancer en articulant chacune des idées que nous exprimons, sans en mettre certaines en priorité. Malgré tout il faut se rendre à l'évidence que nous sommes les seul-e-s, au sein du mouvement anar, à adopter une communication trilingue et à se déclarer indépendantiste et donc nous devons passer beaucoup de temps à véhiculer et justifier ces idées-là. En voilà encore une tentative...

SITE INTERNET DE LA CBIL
<http://www.cbil.lautre.net>

RMA... nous y voilà

Voici donc venu le petit frère du RMI, j'ai nommé le RMA (Revenu Minimum D'activité). Le RMA est plus ou moins directement le rejeton des grandes orientations de politique économique formulées en 1998 par la commission européenne. Cette politique d'« activation des dépenses passives » invite une fois de plus la main d'œuvre à s'adapter au besoin immédiat du patronat.

Le RMA c'est donc un travail obligatoire au bout de deux années de RMI. Mais quel genre de travail ? Et bien travail à mi-temps dans n'importe quelle entreprise, et rémunéré à la moitié du SMIC, et ce, quelque soit la nature du poste et le véritable salaire du poste occupé ! Ne parlons donc plus de cadeau pour le patronat, mais d'une véritable manne ! Une aubaine comme jamais elle n'aurait pu en espérer. Car il faut savoir également que le coût de travail baisse d'autant pour le patronat qui risque d'attraper pas mal d'ampoules aux mains à force de se les frotter. Et ce n'est pas tout ! L'esclavagiste, pardon, l'employeur des « RMAstes » recevra des aides de l'équivalent d'un RMI, plus

l'exonération des charges sociales. Que demander de plus quand on a le beurre, l'argent du beurre et la crémière ?

Le gouvernement fait ainsi d'une pierre deux coups puisque ces demis chômeurs, mais néanmoins 100% esclaves ne paraîtront plus dans les statistiques officielles.

Mais est-ce pour autant une bonne tactique ? Que deviennent alors les chômeurs ne touchant pas le RMI puisqu'il sera si rentable d'embaucher

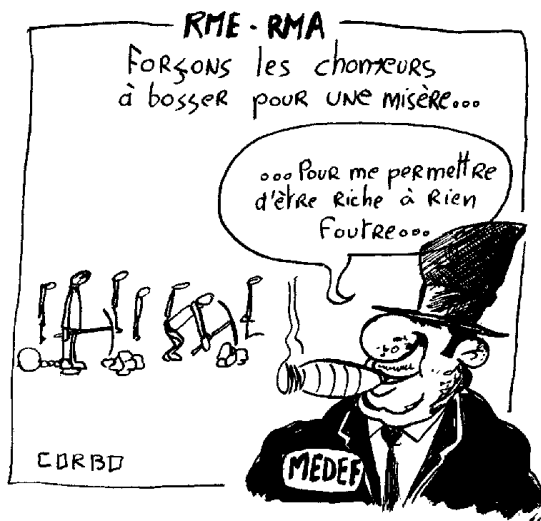
des RMIstes pour trois fois rien ? Le même problème se pose également pour les RMIstes de moins de deux ans. Ce cercle vicieux ne fait donc qu'accroître la précarité des déjà précaires.

Nous pouvons avoir froid dans le dos quand on pense que l'objectif de Fillon est d'atteindre un quota de 50 000 personnes qui dépendront du statut RMA.

Nous pouvons tirer un grand coup de chapeau à la bonne vieille gauche PS et assimilés (ceux la même que l'on retrouve maintenant en tête de cortège à chaque grand messe contestataire) qui de leur temps trouvaient déjà suspect les chômeurs au point de voter une loi en 1991 sur le contrôle des chômeurs. Leur voie, depuis lors n'a cessé d'être empruntée jusqu'à l'accouchement du STO à la sauce UMP.

La machine à trahir qu'est le PS semble déjà tendre à devenir la machine à amnésie... mais nous n'oublierons pas.

Leur place en tous les cas n'est certainement pas dans nos cortèges. Nous ne les laisserons pas se refaire une virginité à l'ombre de nos contestations. Nous avons déjà assez perdu de temps comme cela.



La CBIL invitée aux Pinksterlanddagen (du 6 au 9 juin 2003)

Voici 70 ans que se déroulent les journées anarchistes (Pinksterlanddagen) à Appelscha, petite ville frisonne au nord des Pays-bas. 70 ans de débats, discussions et ateliers en tous genres où convergent des anarchistes venant de tous pays.

Le programme de cette année fut très vaste comme à son habitude : antimilitarisme (armes radioactives-pacifisme), féminisme, projections de nombreuses vidéos comme l'activisme contre les centres d'essais sur les animaux (BPRC moet dicht !), l'argentine (Argentinie in Actie), sur la collectivisation à Albalate de Cinca pendant la Guerre d'Espagne (Ni peones, Ni Patrones !)... le tout sous un soleil de plomb.

La CBIL quand à elle fut invitée à exposer son point de vue à l'un des trois ateliers consacré aux luttes de libération nationales. Le premier atelier donnant la parole aux basques de Batasuna qui exposèrent les mécanismes de répression dont sont victimes les courants abertzale au Pays Basque. Le deuxième atelier nous était totalement consacré. C'est ainsi que nous avons pu développer notre point de vue anarchiste sur les luttes de libération nationales en commençant par un historique de ce courant en Bretagne, inauguré par le philosophe Emile Masson au travers de sa revue Brug. Ensuite nous avons exposé les mécanismes de la répression culturelle et notre vision de la lutte à mener d'un point de vue libertaire, sans oublier le cas

des prisonniers politiques bretons. C'est ainsi que le débat prévu pour le troisième atelier (compatibilité des luttes de libération nationales et anarchie) a pu naturellement se mettre en place puisque beaucoup de camarades présentEs avaient alors beaucoup de questions à poser. Et c'est sans surprise que le problème de la langue a occupé une bonne place dans les débats.

Nous avons pu enfin constater avec plaisir que certaines réserves, souvent alimentées par la connaissance superficielle du problème, sont tombées après une exposition claire des buts que nous nous fixons. Beaucoup de camarades présentEs sont ainsi venu nous voir après le débat pour continuer une discussion sur le sujet vu sous un nouvel angle pour certainEs.

L'ambiance festive et studieuse a alors continué pour nous, les occasions de débattre et de faire la fête ne manquant pas.

Les journées anarchistes d'Appelscha furent de toutes manières une bonne occasion de se frotter à d'autres réalités locales.

Ce fut une occasion également d'élargir notre champ de vision et d'échanger nos vécus, nos espoirs, nos attentes avec de nombreux et nombreuses militantEs que nous aurons plaisir à retrouver lors de prochaines manifestations.

Nous tenons également à remercier sincèrement les bien sympathiques militantEs du Green Front et autres qui nous ont hébergé après la clôture du festival, et avec lesquels nous avons partagé de très bon moments.

FabrIs Iskis hag Erik



La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire, (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectif en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individuEs. *N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.*

CONTACTS

Coordination : cbil@no-log.org / CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org / Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Huch! : huch@no-log.org / Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Ti an dispac'h : ti.an.dispach@free.fr / TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Contact Lorient : huch.an.orient@bzh.net

Contact Alsace : Penngoullou@no-log.org



LUTTES SOCIALES

Témoignage sur le mouvement des intermittents

L'interview qui suit a été réalisée le 22 août auprès d'un comédien de théâtre de rue investi dans le mouvement des intermittents du spectacle.

Salut peux-tu te présenter ?

Oui je m'appelle Morgan et je joue dans la Brat Compagnie, compagnie de théâtre, marionnettes, musiciens qui existe depuis trois ans et demi. On a deux spectacles : un qui est vraiment pour la rue qui s'appelle le Bal des ratés, et un spectacle qui s'appelle la kermesse que nous vous avons préparée tout l'hiver qui est un spectacle en chapiteau car on a un chapiteau avec lequel on tourne pour faire aussi de l'accueil. C'est une compagnie de dix personnes, non subventionnée absolument et par ailleurs non syndiquée. Sur la compagnie on a en gros 7 intermittents et deux rigistes.

Alors quelles ont été les actions auxquelles vous avez pris part depuis le début du mouvement ?

Depuis le début du mouvement, on est basé sur Nantes, enfin plus exactement sur Clisson, on bosse avec la coordination nantaise. Il y a eu d'abord des annulations sur Nantes du style les spectacles organisés par la mairie. Ensuite on a tenté de bloquer les camions de Johnny. Ça a été retardé mais pas annulé. On s'est retrouvé aussi à la fête du muscadet à Mouzillon où on s'est fait virer manu militari. Il y a eu d'autres actions comme à la Rochelle, où là c'était à titre individuel. On s'est retrouvé à Carhaix pour tenter une annulation qui s'est avérée foireuse. On a fait une action sur un opéra joué dans le château du marquis de Goulaine qui est un proche du député UMP du vignoble M. Vaillant (ou quelque chose comme ça). On a été gazé par le peloton sécurité intervention de la gendarmerie et du

coup, comme c'était en plein air, ça c'est retourné vers l'opéra, ce qui a causé une interruption... Mi-juillet on a essayé de faire des actions plus sur l'audiovisuel. On a bloqué la retransmission d'un match de foot retransmis sur TV Breizh à Carnac, qui était Rennes-Lorient je crois. On est aussi allé dans les Corbières pour organiser deux soirs de forum à la place du spectacle, pour faire grève. On a fait diverses occupations de la DRAC (Direction Régionale des affaires Culturelles). On a enchaîné avec le Larzac et en ce moment Aurillac.

A Carhaix, où vous vous êtes retrouvés face aux bénévoles, on a entendu parler d'une exception culturelle bretonne de la part des organisateurs, étant donné que le festival s'était monté sans l'aide de l'Etat et de ce fait n'était pas une bonne cible, qu'en penses-tu ?

Tous les festivals avec qui on a été confrontés, sur la question de savoir si c'était une bonne cible, de la fête du muscadet aux Francofolies, tout le monde nous a dit c'est pas nous qu'il faut attaquer ; à n'importe quel niveau, du festival associatif au gros festival. Au début de l'été le festival des Eurockéennes de Belfort a trouvé un compromis en se déclarant solidaire : les intermittents avaient des forums, des stands. Or dans les médias, tous médias confondus, on a entendu parler des Eurockéennes qu'en terme de concerts point barre. Quand on s'est retrouvé à bloquer les Francofolies pendant trois jours, il y a eu trois jours de répercussion médiatique, donc l'impact n'est pas le même. A Belfort comme à Carhaix, ça ne coûtait rien de dire aux organisateurs qu'ils étaient solidaires. Annuler un festival, c'est un acte de grève qui a le mérite d'être clair. A Carhaix, même avant le festival, on ne parlait que de ça : Carhaix annulé,



Carhaix pas annulé. Affirmer que Carhaix n'était pas une bonne cible est une erreur. Ils font un tremplin jeunes talents et avec le protocole qui a été signé début août c'est soit tu es un génie dès le début et tu sais que tu pourras vivre à pleins pots de ce que tu fais soit tu pars dans l'optique de faire de ta passion un métier et tu vas galérer. Le système actuel permettait d'avoir une reconnaissance à titre de métier. Les conséquences qu'il va y avoir sur les Vieilles Charrues, c'est qu'ils ne vont faire que de la programmation « maison de disques », dans le sens où si tu veux le faire pour ton plaisir tant mieux ; si tu veux en tirer des sous à un moment ça n'est plus possible.

Quand on était sur place les gens nous ont dit : il n'y a rien dans le coin. Autant tu comprends ça parce que pour une fois dans l'année on parle d'eux pendant une semaine partout dans les médias, mais il y a aussi un côté qu'est-ce

que vous venez foutre chez nous, rentrez chez vous. Quand on a plié le camp face à la pression des « milices » rurales réveillées à grand coup de haut-parleur par la mairie, on s'est retrouvés à se faire balancer nos banderoles en se faisant dire « ramassez vos merdes, ici c'est un pays propre ». Le dialogue était difficile, voire impossible. Troadec, le maire de Carhaix joue un jeu bizarre dans le sens où il est super aimable en façade avec les intermittents. Au pied de la mairie il a offert des fleurs au passage de notre cortège et on l'a revu une demi-heure plus tard excité devant les bénévoles. C'est un peu le roi de Carhaix et sa région. Les gens t'en parlent comme : « il faut pas toucher à Troadec ».

Cette protection du festival des Vieilles Charrues par les bénévoles, tu l'as ressentie comme :

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

l'action d'une milice qui vient casser la grève, une solidarité des gens du pays qui veulent pérenniser une manifestation qui fait vivre le centre-Bretagne, le résultat d'un populisme socialo-régionaliste, un situation paradoxale pour un festival qui s'affirme comme défenseur du statut des intermittents ? (Plusieurs réponses possibles !)

Le truc, c'est que je crois qu'il n'y a rien à ne pas cocher. Il y a la défense du festival local, il y a le reste aussi, le côté milice, le côté régional socialiste de Troadec où on sent le bon tribun manipulateur de foule, quant à la dernière proposition on n'en parle même pas. A Carhaix en tant que technicien, tu peux faire beaucoup plus que les heures exigées en ne touchant rien du tout. Certains techniciens, en bossant comme des fous en saison, ne sont même plus sûrs d'avoir leur statut.

Quels sont vos rapports avec la CGT et que pensez-vous de l'étiquette cégétiste donnée par les médias aux intermittents ?

Il y a 10% de la profession syndiquée et 70% de ces 10%, c'est à dire 7% de la profession à être à la CGT. La CGT a eu un poids au départ dans la structuration car elle avait les services juridiques, les notions pour éclaircir le protocole qui a été décortiqué par d'autres, non cégétistes, après. C'est en gros le seul syndicat du spectacle que tu rencontres. L'étiquette qui nous est collée « tiens, voilà les cégétistes », ben en fait la CGT dans le mouvement essaie de rattraper sa gauche et essaie d'avoir l'air d'emmener le mouvement.

Les perspectives pour la rentrée ?

On veut basculer vers un mouvement interprofessionnel. Il ne faut pas que ce soit corporatiste. Le problème est plus large, c'est celui que la culture devienne une marchandise.

Contre la démokrateure, Démocratie Directe !

L'actualité, depuis un an est pleine de leçons encore non comprises entre (nous nous en souvenons tous) les événements des élections présidentielles et législatives et les magouilles du gouvernement de droite (il aurait pu être « de gauche ») visant à s'accaparer durablement le pouvoir de représentation (qui en lui-même est inacceptable), en passant par l'élargissement de l'Union Européenne et les projets et propositions pour la direction de son sommet, les nouvelles raisons de rejeter ce système faussement démocratique sont nombreuses. C'est à nous, libertaires, d'y faire toute la lumière et de diffuser nos méthodes de démocratie directe... du pain sur la planche pour être honnête !

Je ne sais pas s'il est absolument utile de reparler de la (virtuelle) vague brune qui a sévit au printemps 2002. En fait, la seule « vague brune » que nous ayons eu à subir venait de l'exaltation des élections et du « devoir citoyen ». Car il est évident que les élections sont un boulevard pour le fascisme. Les appels à « voter utile », en oubliant ses convictions, sont révélateurs. On se souvient du délire profond qui a agité – jusqu'à chez certains « libertaires » – pour un « sursaut républicain ». Résultat : la réélection d'un président avec un score assez proche de celui d'un certain président irakien qui avait cru bon d'organiser une de ces mascarades pour justifier son assise étouffante (mais celui-ci étant le centre de l'« axe du mal », tout le monde avait cru bon de crier à la supercherie... sans blague !).

Ce renouvellement de la prise de pouvoir (quasiment d'office) est aussi l'occasion de continuer le jeu toujours plus loin. La démokrateure est tellement rationnelle et simple qu'on s'amuse à y introduire les calculs les plus complexes. Je ne vous les détaillerai pas ici car je dois bien admettre

que non seulement je n'y comprends rien, mais qu'en plus je m'en fout complètement, tant il est évident que c'est une nouvelle magouille visant à élargir toujours plus la main mise d'une oligarchie sur le pouvoir, qui est même contestée par une autre oligarchie en place il n'y a pas si longtemps, et qui aurait bien peur que son tour ne revienne jamais plus. On peut d'ailleurs souligner que ces réformes ne seront même pas débattues, même pas dans leur assemblée de démocratie fantoche... Suite logique des élections législatives et de la crainte d'une « cohabitation » (toujours une grande logique dans le principe de représentation), Raffarin et tous ses potes ont les mains libres pour faire tout et n'importe quoi (49-3 avec impossibilité de voter une mention de censure si ça vous intéresse...)

Mais bon, nos dirigeants voient de plus en plus grand : maintenant, « objectif Europe ». Avec son prochain élargissement, on a déjà commencé à tirer des plans sur la comète : remise en question de la règle de l'unanimité au conseil de l'Europe entres autres. On peut à l'occasion s'interroger sur cet emploi du fonctionnement à l'unanimité par nos rois de la politique, si prompts à nous rabâcher que « la démocratie c'est la loi de la majorité » (ce qui est assez proche de la loi du plus fort si on y réfléchit bien). Ce qui est bon pour eux serait mauvais pour nous alors ? Et rassurons-nous, tous ces changements, sur lesquels on ne nous laissera dire mot, vont donner naissance à de nouveaux phénomènes de foire.

Ah ! Quelle joie de voir tous ces politiciens proclamer la justesse de leurs institutions pseudo-démocratiques, pour les changer à tous prix lorsqu'ils sont au pouvoir, et ce sans demander son avis à qui que ce soit !... On retrouve cette étonnante sincérité dans leur attitude face aux questions des journalistes : toujours être d'accord avec ce qui est dit par l'opinion publique (sondages), manier formules détournées et langage de bois... d'ailleurs notre ac-

(Suite de la page 14)

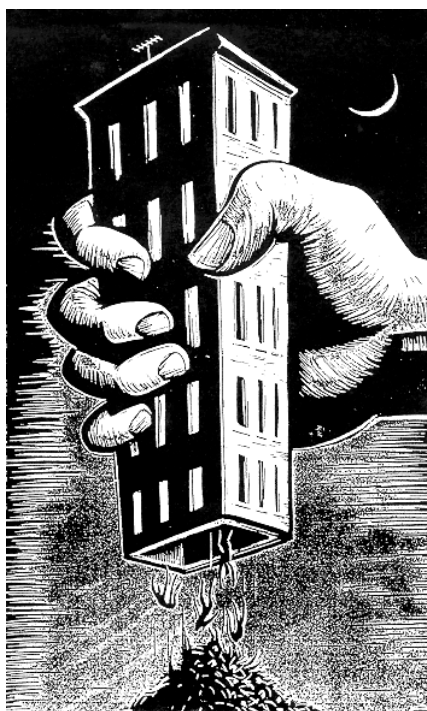
tuel premier ministre est un ancien publicitaire, un professionnel de l'enguirlandage quoi ! Mais bon, à par ça tout est clair et transparent, on n'a rien à se reprocher...

Et merde ! Finissons-en enfin avec cette mascarade politique. Je trouve hallucinant qu'une massive prise de conscience n'ait pas encore eu lieu depuis longtemps, et a fortiori au cours de l'année écoulée. Mais bon, il ne suffit pas de gueuler contre le système actuel, il faut proposer une alternative : la démocratie directe. Celle-ci n'a rien à voir avec la « démocratie » représentative à majorité. C'est une somme de petites choses, attitudes personnelles, fonctionnements de groupes qui font que c'est réellement « le peuple » (c'est-à-dire l'ensemble des individus sans exception) qui décide.

Le fonctionnement à l'unanimité d'abord. J'ai écrit plus haut que la loi de la majorité est assez similaire à la loi du plus fort (que la propagande étatiste attribue à l'anarchisme!). En effet, question bête : et si la majorité décide de massacrer une minorité ? L'unanimité évite les frustrations et les injustices qui font le lit de toutes les haines et rancœurs.

Évidemment, l'unanimité ça ne se fait pas comme ça, en claquant des doigts. Cette règle doit, pour fonctionner, se baser en premier lieu sur un débat en assemblée générale (tous ceux qui le souhaitent peuvent participer aux discussions et aux décisions, sous réserve de ne pas se présenter dans le but d'« empêcher »). Et pour ce débat ayant pour but de formuler des décisions précises recueillant l'unanimité, c'est l'attitude de chacun qui doit changer. Tout d'abord, ne jamais prétendre détenir l'ultime vérité (mais plutôt penser que celle-ci est une utopie vers laquelle on peut tendre – avec l'aide des autres – mais jamais atteindre). On doit donc écouter attentivement les arguments des autres et les prendre réellement en compte. Et en la matière le doute

n'est pas une faiblesse mais une force qui permet non seulement de vivre en communauté, mais surtout de tendre vers cette ligne d'horizon qu'est la vérité. Donc pas de panique si vos idées sur une question s'écroulent suite à une remarque d'un camarade : il faut si possible prendre note de son argument et envisager d'y réfléchir calmement, plus tard. Autres attitudes à éviter : agressivité, prétention, dissimulation de ses véritables intérêts, non-dits, sentiment de supériorité, coupage de parole, etc. Il faut aussi s'habituer à la demande de prise de parole à main levée et à donner la parole aux premiers qui en ont fait signe, en tachant du coup de ne pas faire trop durer son



intervention en appuyant lourdement sur son idée ou en se répétant (très pénible) ; la désignation d'un président est inutile dès lors que tout le monde est calme et honnête.

Bien sûr, pour que le fonctionnement à l'unanimité ne soit pas paralysant, il faut, lorsqu'un point de blocage est atteint malgré la bonne volonté générale, mettre de côté tout ce qui relève des oppositions sur des détails mineurs ou des propositions de perfectionnement non optées. Dans le pire

des cas, lorsque aucune décision n'est possible, c'est à chacun de prendre les décisions pour soi-même.

À tous ceux qui se complaisent à répéter que l'anarchisme c'est le désordre, je leur répondrai selon la formule consacrée : « c'est la forme la plus avancée de l'ordre ». Car ce n'est pas la destruction de tous rapports humains, ce n'est pas la loi du plus fort, bien au contraire. Le souci de démocratie directe donne lieu à une multitude de possibles structures organisationnelles (permanentes ou non, en tous cas toujours révocables) : le fédéralisme poussé à son extrême, la création de commissions dont les travaux devront être optées en assemblée générale, la désignation de mandatés et de secrétaires toujours révocables au rôle purement exécutif, etc, et la liste est toujours ouverte.

Il est évident que tout cela doit s'accompagner d'une autre garantie essentielle contre les injustices : la collectivisation des biens. En effet, qu'est-ce que serait tout le pouvoir de décision politique aux mains des travailleurs s'ils ne disposeraient pas de tout le pouvoir économique (voire culturel) et inversement (communisme autoritaire).

Ce fonctionnement est loin d'être impossible à réaliser, il a déjà cours dans les groupes de militants libertaires et de certains travailleurs, et je peux vous assurer que la prise de décisions est beaucoup plus rapide et facile que lorsque c'est une armée de technocrates hypocrites qui les prennent mal et souvent avec des années de retard. Essayez la démocratie directe autour de vous et vous vous apercevrez vite de la stimulation positive que cela aura sur vous et sur votre entourage.

Mais peut-être trouvez vous tout cela fort fatigant. Dans ce cas restez des esclaves. Mais ça sera sans moi !

Per-Ewan

Contre le frontisme et les compromis

Des individus, des mouvements et des partis du "mouvement breton" (Il existe donc ?*) prônent depuis quelques temps et de plus en plus une attitude frontiste passant par dessus les classes et les idéaux ; un large front où se mêlerait, au nom de la sacrosainte indépendance, les socialistes, les révolutionnaires, les sociaux-démocrates, les centristes voire même la droite bretonne. Bref, un oubli des clivages idéologiques (qui sont pourtant sensés déterminer le devenir de notre société) pour ne conserver que l'idée consensuelle (et encore...) de cette « liberté » promise.

De tels fronts ont déjà existé dans l'histoire et d'ailleurs pas si loin que cela : l'Irlande de 1916, l'Espagne de 1936 ont respectivement connu un front de libération national très large pour l'un (des syndicalistes comme James Connolly et son Irish Citizen Army, des traditionalistes comme Padraig Pearse, des bourgeois du Sinn Fein**...) et un front antifranquiste uni pour l'autre (des nationalistes catalans, des républicains espagnols, des nationalistes basques, des stalinien, des trotskistes, des anarchistes). Croire que le premier ait été victorieux est un leurre quant au deuxième, de défaite en trahison, il a complètement échoué.

Certains semblent oublier que l'important dans la lutte de libération nationale ce n'est pas le seul moment de l'émancipation mais bien le futur de la zone libérée. Nous devons faire fi de

ces visions à court termes qui de loin peuvent paraître attrayante mais qui sont les fossoyeurs de nos idées.

En effet, que reste-t-il dans l'Irlande « Libre » du soviétique de Cork, du syndicalisme des grèves générales de 1913, des expériences autogestionnaires ? Rien. Comme certains militants bretons, ils arguaient que les idéaux politiques se débâteraient ensuite, après la libération... Deux partis de centre droit, une police ultra-répressive, une église ayant un pied dans les ministères de la famille et de l'éducation, la non-reconnaissance de droits féminins (avortement entre autre...), une économie majoritairement tournée vers les capitaux américains, des prisonniers politiques (dans le sud aussi...), un peuple divisé, une guerre civile doublée d'une occupation militaire dans le nord : on est bien loin des espoirs et des illusions des révolutionnaires irlandais. L'Irlande est devenue un État bourgeois, mercantile, patriarcal à l'image de certains militants qui éludant le débat de fond sur la société au seul mirage de l'indépendance ont spolié tout un peuple de sa Révolution pour le remettre aux mains d'une classe dirigeante libérale.

Abandonner nos idées, notre projet de société en se disant que l'on pourra les reprendre plus tard est à la fois lâche (compter sur certains de ses ennemis pour grossir ses rangs face à un autre ennemi, ce n'est pas de la révolution, c'est de la compromission...) et irresponsable (historiquement, toutes les révolutions qui ont été soutenues par des classes rivales (prolétaires, bourgeois, basse-

noblesse, patronat...) ont toujours vu l'avènement de sociétés libérales, bourgeoises ou autoritaires). C'est risquer de repousser un exploitateur pour s'en choisir de nouveaux ! C'est aussi un pari bien risqué que de s'allier avec des individus qui, au fond, nous sont aussi opposés que l'« Ennemi commun » : faut-il rappeler ce qu'il arriva à la CNT durant la guerre d'Espagne. Trahie et démantelée par ceux qui au nom de l'anti-franquisme se sont fait un temps son allié comme pour mieux la détruire***.

Que l'on puisse travailler (et je ne dis pas « s'allier ») de manière ponctuelle avec d'autres mouvements révolutionnaires sur des thèmes bien précis (question des prisonniers politiques, écologie, lutte antifasciste...) : d'accord. Mais à la condition que cela ne nécessite ni renonciation à nos idées, ni compromis douteux ! Hors de question par exemple, de soutenir un texte sur les prisonniers qui (heureusement cela n'est jamais arrivé) adopterait un point de vue étatique, évidemment. Ou un texte écologique demandant la création d'un ministère breton de l'écologie...

De plus, l'échéance de 2004 annoncée par certains comme l'objectif majeur des prochaines années est un leurre : c'est une élection organisée par le pouvoir pour déterminer celles et ceux qui, barons de Paris, seront nos prochains suzerains. Ce n'est qu'une enième version de la démocratie étatique et de son système de représentativité qui prive le peuple d'une véritable démocratie directe. Loin de réunir les voix, un tel front risque de pro-

(Suite page 17)

(Suite de la page 16)

voquer une nouvelle et ridicule défaite (certains semblent oublier que l'attitude ni gauche, ni droite du nationaliste français J. P Chevènement l'a fait passé de 15% dans les industries de mensonge, à 4% aux élections...).

En 2004, certains s'apprêtent à choisir leurs nouveaux maîtres, qu'ils soient bretons ou français. Moi je n'aurais jamais "ni dieu, ni maître".

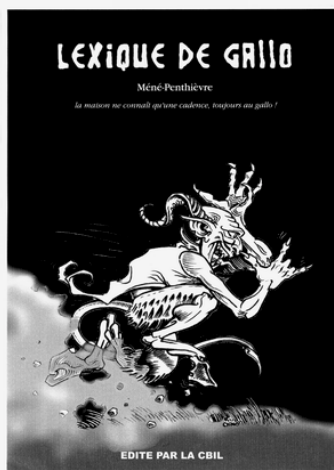
OLC

* Le « mouvement breton » est une belle farce : c'est comme parler de « mouvement français » et mettre pêle-mêle dans un même sac les anars hexagonaux, la LCR, le PS, le PC, l'UMP, les Royalistes, le FN, le MNR, le MDC, les mouvements culturels français (et pourquoi pas les chanteurs de variétés française ?)... Bref, une belle machine à amalgame !

** Si le Sinn Fein a adopté depuis une idéologie socialiste, lors de sa création en 1905 par Arthur Griffith, il représentait alors la fraction nationaliste de la bourgeoisie. Il prônait l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Ce n'est que vers 1911, suite à son infiltration par l'IRB (Irish Republican Brotherhood, société secrète révolutionnaire, mené par des bourgeois radicaux mais s'appuyant sur les masses paysannes et la défense des classes exploités), que le Sinn Fein commencera à « rougir » tout en conservant nombre de bourgeois dans ses rangs et dans sa direction.

*** Les communistes staliniens armés et équipés par le parti communiste d'Union Soviétique ont tentés de prendre le contrôle de la révolution et ont réprimés (souvent violemment) ceux qui refusaient de se soumettre (P.O.U.M (marxiste), CNT-AIT (anarcho-syndicaliste) ...).

La Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire vient d'éditer deux petits ouvrages ludiques et instructifs consacrés aux deux langues bretonnes : brezhoneg et galo.



LEXIQUE DE GALLO
Mené Penthièvre

Tchi queï qui caouse galo un p'tit, est taï, est lu, est ielle? Si comme maï tu veux caouser galo, v'là errivé un p'tit parolier!

PETIT LEXIQUE SUBVERSIF ET POLITIQUE Français / Breton

Setu 'ta un eil geriadurig, brezhonek ar wech-mañ, embannet gant ar CBIL. Chom a ra ispisial a-walc'h ar geriadurig-mañ p'emañ ennañ gerioù ha frazennoù bolitikel nemetken. Eus an danvez tarzhañ betek an dispac'h, hep disoñjal al luganioù klevet mil gwech er manifestadegoù, setu un doare nevez da zizoloieñ ar brezhoneg, pe c'hoazh evit deskiñ gerioù a glot gant hor stourm politikel. Dont a raio ret buan a-walc'h ar geriadurig-mañ !

- Dis, comment on dit « brûlons les prisons ? »

-T'as qu'a prendre ton lexique, c'est écrit dedans !



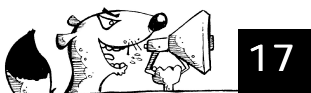
Vous pouvez vous procurer ces ouvrages par correspondance pour 2 euros l'unité (Port Compris) à l'adresse suivante : CBIL BP 70402 22200 Gwengamp cedex

**Toi aussi participe à l'axe du mal ...
... abonne-toi au Huchoër !**

(Prix indicatif : 6 euros pour 4 numéros.

Chèque à l'ordre de CBIL)

Le Huchoër c/o CBIL BP 7042 22200 Gwengamp cedex



Halte à la spéculation

Voici quelques années que l'on peut voir une recrudescence d'achats de maisons secondaires dans le Centre Bretagne. Il faut se rendre compte que ceci n'est pas sans conséquence pour notre pays. En effet, ces classes privilégiées n'hésitent pas à payer leur « maison de rêve » au prix fort, voire même à les augmenter pour venir se ressourcer 1 mois ou 2 dans l'année.

Vous l'avez bien compris, ceci fait augmenter les prix des maisons et diminuer le nombre de locations, ne laissant guère le

choix aux personnes qui souhaitent s'installer à l'année dans le coin : ils n'ont plus qu'à aller chercher des logements dans les villes.

Le Centre Bretagne a déjà beaucoup subi l'exode des jeunes dans les décennies passées et cela ne risque pas de s'arranger. Il serait temps de prendre conscience que la multiplication des résidences secondaires entraîne inexorablement la mort du pays : fermeture des écoles, départ des jeunes vers les grands centres urbains...

Si les crapules de l'immobilier (agences, notaires) qui profitent bien de cette situation, sont bien évidemment responsables, il reste la possibilité aux possesseurs de biens immobiliers de réserver leurs ventes aux gens ayant un réel projet de vie. Nous sommes tous responsables ; après avoir laissé crever notre langue, va-t-on laisser crever notre pays ?

Ce n'est pas un repli sur soi, un rejet de l'autre que de dénoncer ce phénomène mais c'est s'inscrire dans la continuité de la lutte des classes : ne laissons pas les bourgeois qu'ils soient bretons, français, anglais, acheter la Bretagne pour leur petit confort. La Bretagne n'est pas un vaste terrain de vacances pour bourgeois en mal de verdure, c'est un pays où les gens vivent, luttent, créent, travaillent.

Touristes, bourgeois, la Bretagne n'est pas à vendre. Votre spéculation fait crever notre pays.

Bevet Breizh Dieub hag Emveret !
Vive la Bretagne Libre et Autogérée !

Maiwenn et Guillaume

Où trouver le Huchoër ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie Alpha Graph, rue d'échange
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legrave-rend
- L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

Sant Brieg / Saent Berioec

- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

- Ambassade du Peuple Palestinien, 7 rue Notre Dame
- Maison de la Presse, place du centre

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des chanoines

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

+ les tables de presses, les manifs...et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.



Cette rubrique recense les événements, manifestations, actions qui relèvent d'un soutien de notre part ou qui touche à la même sensibilité politique. En aucun cas nous ne prétendons à l'exhaustivité. D'ailleurs la plupart des événements des luttes sociales de ce dernier mois ne sont pas répertoriés dans cette rubrique car d'une part ils ont été largement médiatisés, et d'autre part nous avons voulu faire ressortir ce qui n'est pas ou peu diffusé. Ce n'est pas une dénégation de notre part, bien au contraire!

- **15/05 : le Tribunal Correctionnel de Lorient jugeait un jeune Vannetais, Herve Bossard, poursuivi pour une action de "blackage" de panneaux routiers monolingues...** Ayant refusé que le militant poursuivi puisse s'exprimer en langue bretonne, le président du tribunal a fait donner la police contre le public qui exprimait à juste titre son indignation... Deux personnes ont été blessées. Une cinquantaine de personnes étaient venues apporter leur soutien au militant qui encourait une peine de prison assortie du sursis avec mise à l'épreuve et obligation d'indemniser les victimes, à savoir le Conseil Général du Mor-Bihan et le Trésor public. Le jugement a été rendu le 28 juin.
- **1/05 : participation d'une délégation de la CBIL au 1er Mai anar en Wallonie**
- **17/05 : le comité guingampais de la CARB** procédait à la remise des prix de l'injustice, place du Centre, en soutien aux prisonniers bretons. Une parodie de cérémonie officielle rappelait les responsabilités de personnalités de l'État français dans le maintien en détention des prisonniers.

A Nantes, d'autres militants de la CARB se sont retrouvés devant le château des ducs de Bretagne pour déployer la banderole « LIBERTE POUR LES 6 PRISONNIERS POLITIQUES BRETONS » pendant que le reste du groupe distribuait des tracts aux passants.

- **22/05 : rassemblement anarchiste** devant le siège du MEDEF à Saint-Brieuc.
- **6, 7, 8, 9/ 06** : participation d'une délégation de la CBIL aux **pinksterlanddagen**, journées anarchistes d'Appelscha au Pays-Bas
- **14/06 : pour le retrait des projets de loi Sarkozy**, le droit d'asile, le regroupement familial, rassemblement à Rennes, place Sainte-Anne.
- **26/06** : suite aux menaces qui pèsent sur une personne **sans-papiers**, Ghéorgi, **un rassemble-**

ment a eu lieu place de la mairie à Rennes.

- **27/06 : le collectif de soutien aux personnes sans-papiers s'est rassemblé** en soutien à Ghéorgi devant le tribunal administratif à Rennes.
- **28/06 : le militant poursuivi pour des blackages de panneaux** a été condamné par le Tribunal Correctionnel de Lorient à une suspension de permis de conduire pour un an, dont quatre mois avec sursis. Il devra payer en outre 254,85 Euros au Département du Mor-Bihan et 500 Euros au titre des frais irrépétibles (c'est-à-dire les frais d'avocat de son adversaire).
- **29/06 : 2000 personnes** se sont rassemblées à Plouvara (22) contre un projet d'incinérateur.
- **4/07 : rassemblement d'une centaine de personnes** venues soutenir **une famille kurde menacée d'expulsion** à Saint-Brieuc.
- **16/07 : La Coordination Anti-Répressive de Bretagne est intervenue au sujet des prisonniers politiques bretons lors du forum social à Karaez/Carhaix**, qui rassemblait plusieurs organisations syndicales et contre la mondialisation.
- **03/08** : comme chaque année depuis les premières incarcérations s'est tenue **une manif d'une centaine de personnes à Lorient pendant le festival interceltique** pour demander la libération des prisonniers bretons.

A VENIR

- Le 6 septembre : Rassemblement à Saint Brieuc, 11 h place Du Guesclin (à l'appel de la CBIL) en opposition au sommet de l'OMC à Cancun.
- Le 13 septembre : Marche des libertés bretonnes entre Arradon et Vannes.
- Le 13 septembre toujours, aura lieu à Bégard, à l'initiative du collectif de soutien au Peuple Palestinien, une après-midi conférence débat suivi d'un fest-noz à la MJC.
- Le 8 novembre concert « Rennes against racism ». Au jardin Moderne à Rennes. Ya Basta, Happy Kolo, Fifo, Skuds and Panic People + sound system.





VIVRE ET LUTTER POUR UNE BRETAGNE INDÉPENDANTE ET LIBERTAIRE

VIVRE EN BRETAGNE, OUI, MAIS PAS N'IMPORTE COMMENT !!!

◆ Vivre librement ses langues et sa culture

Nous ne pouvons nous réduire à attendre la bonne volonté de l'État, car c'est lui, et l'économie capitaliste, qui ont amené nos langues, désormais minoritaires chez nous, à cet état de fait. Nous nous battons, dans une optique libertaire, pour que chaque individu puisse s'épanouir dans un monde où subsisterait la diversité des langues et des cultures. L'idéal serait de créer une dynamique où la pratique du breton et du gallo au quotidien, dans la vie publique, s'imposerait de fait, sans avoir à passer par une demande à l'État. Plutôt que de demander l'officialisation, réclamons la gestion pédagogique et financière des écoles en langues bretonnes, et les moyens de la mettre en place. Si nous devons en passer par les barbouillages, le boycott, la grève, le refus d'acquiescer ses impôts..., nous le ferons !

◆ Exiger la libération des prisonniers politiques bretons

En effet, depuis quatre ans six prisonniers politiques bretons sont incarcérés en détention « provisoire ». Nous ne pouvons accepter cette situation. De plus, dans une optique libertaire, nous ne pouvons qu'être contre le système carcéral qui n'a jamais réinséré personne ni limité la violence issue de cette société.

◆ S'affranchir de l'exploitation patronale qu'elle soit bretonne ou étrangère

Travailler, oui, mais pas pour engraisser le patronat et les classes bourgeoises. Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

◆ Combattre toutes les pollutions (marées noires, nucléaire, nitrates...)

Nous n'acceptons pas qu'une poignée de capitalistes détruise notre terre au seul nom du profit : marées noires, agriculture productiviste... Nous refusons aussi la logique suicidaire du nucléaire (problème des déchets, arrosage expérimentale des centrales par temps de canicule, augmentation de la température autorisée de l'eau rejetée) imposée à la population par EDF-GDF, nous désirons l'utilisation d'énergies renouvelables issues d'initiatives locales adaptées.

◆ Lutter contre toute les formes de ségrégation

Nous refusons le racisme et l'exclusion sous toutes ses formes : xénophobie, sexisme, patriarcat...

◆ Assurer de notre soutien tous les autres peuples en lutte sociale ou de libération nationale

Nous sommes internationalistes. En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

CEST POUR DEFENDRE CES IDEES QUE NOUS APPELONS A PARTICIPER A LA MARCHÉ DES LIBERTES BRETONNES LE 13/09 2003 ENTRE ARRADON ET VANNES

BRETAGNE LIBRE SANS ETAT NI PATRONS !
CBIL : BP 70402 22200 Gwengamp

<http://www.cbil.lautre.net>